

International

BRÉSIL-COLOMBIE : LES GAUCHES À L'ÉPREUVE DE 2026

Jesualdo Pereira Farias, Mauricio Trujillo, Jean-Jacques Kourliandsky
16/04/2026

À l'approche des élections de 2026, le Brésil et la Colombie apparaissent comme deux terrains décisifs pour l'avenir des gauches en Amérique latine, dans un contexte régional marqué par la progression des droites et des extrêmes droites. Encore dirigés par des gouvernements progressistes, ces deux pays concentrent des enjeux politiques majeurs, entre usure du pouvoir, recomposition des alliances et forte polarisation électorale. Coordinée par Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine et des Caraïbes de la Fondation, et coécrite par Mauricio Trujillo, ancien député (Colombie), et Jesualdo Pereira Farias, universitaire brésilien et ancien recteur de l'université fédérale du Ceará (Brésil), cette note propose une analyse croisée des dynamiques à l'œuvre, en se concentrant sur les gauches issues de processus démocratiques.

Introduction

Par **Jean-Jacques Kourliandsky**

Depuis les années 1990-2000, la quasi-totalité des chefs d'États latino-américains sont désignés au terme de processus électoraux considérés comme démocratiques. L'état des lieux auquel se réfère l'intitulé de la note, la place institutionnelle occupée par des présidents et partis de gauche, ne concerne donc pas toute l'Amérique latine. La gauche à laquelle on fait allusion ici est, au-delà de sa diversité, celle qui respecte les fondamentaux de la représentation démocratique. Cette conception de la démocratie a été souvent critiquée, mais, comme l'a justement signalé Winston Churchill à la Chambre des Communes le 11 novembre 1947, « c'est sans doute le pire des systèmes, à l'exception des autres ». Ce point de vue est partagé et assumé par l'auteur de ces lignes.

Bien qu'ils soient parfois intégrés dans l'espace politique de gauche, on a donc volontairement laissé de côté trois pays : Cuba, le Nicaragua et le Venezuela. En effet, leurs dirigeants ne sont pas issus de processus électoraux répondant aux critères de la démocratie représentative : pluralité

des candidatures, égalité d'accès aux médias, liberté d'opinion et de manifestation, transparence et respect de l'alternance. L'un d'entre eux qui plus est, le Venezuela, est en situation de souveraineté limitée et contrôlé par une puissance extérieure, les États-Unis.

Dans le contexte signalé, une majorité de pays latino-américains est aujourd'hui gouvernée par des équipes de droite et/ou d'extrême droite. Isolés en ce début d'année 2026, cinq d'entre eux ont un président progressiste : Luiz Inácio Lula da Silva au Brésil, Gustavo Petro en Colombie, Bernardo Arévalo au Guatemala, Claudia Sheinbaum au Mexique et Yamandú Orsi en Uruguay. Le rapport de force était différent il y a quelques années. En peu de temps, les candidats de la droite extrême ont gagné, par effet de domino, les présidentielles d'Argentine (en 2023), du Panama (en 2024), de Bolivie (en 2025), du Honduras (en 2025), du Chili (en 2025) et du Costa Rica (en 2026). Ceux déjà à droite, en Équateur (en 2025), au Paraguay (en 2023) et au Salvador (en 2024), ont vu leur mandat, ou celui de leurs amis politiques, reconduit par les électeurs. Par ailleurs, au Pérou, à la suite d'une faute constitutionnelle du chef de l'État provoquée par un Congrès d'opposition, Pedro Castillo, président de gauche, a été destitué et incarcéré en 2022.

Ce basculement a été accéléré par la victoire, aux États-Unis, d'un président impérial prétendant réactiver un interventionnisme et une suzeraineté sur les Amériques que l'on pensait oubliée¹. Donald Trump est effectivement intervenu militairement au Venezuela et s'est ingéré dans les campagnes électorales de 2025 au Honduras (présidentielle) et en Argentine (législatives de mi-mandat). Mais le glissement électoral du sous-continent avait commencé bien avant, comme signalé *supra*, et ne peut être imputé au droit d'intervention, certes exorbitant, que se sont attribué les États-Unis. Pourtant ce droit, revendiqué dans la « Stratégie de sécurité nationale » publiée par la Maison-Blanche en novembre 2025 et institutionnalisé à Miami le 7 mars 2026, quand douze présidents américains ont adhéré, dans un hôtel de Miami appartenant au président Trump, à l'« Écu des Amériques² », est potentiellement porteur d'atteintes au libre choix des électeurs latino-américains.

Le droit unilatéral de regard et d'intervention étatsunien a d'ores et déjà joué – et pourrait demain interférer à nouveau – dans le libre exercice du droit d'expression et de vote, en particulier en Colombie et au Brésil, où des élections présidentielles et législatives sont prévues en 2026³. Cependant, la défaite électorale de la gauche dans la région ne saurait être attribuée à la seule présidence étasunienne : il convient de comprendre comment, dès les mois précédant la présidence de Donald Trump, les gauches nationales ont subi un recul marqué lors des consultations électorales. Pour tenter de répondre à cette question, l'Observatoire de l'Amérique latine et des Caraïbes de la Fondation Jean-Jaurès a sollicité deux personnalités latino-américaines, situées à l'intersection de l'action politique et de l'analyse critique.

Mauricio Trujillo, d'abord, est un ancien député colombien du « Frente democrático » (Front démocratique) de son pays de 1984 à 1986, date à laquelle, sous le coup de menaces, il a sollicité et obtenu l'asile politique en France. Après plusieurs années à Paris, notamment au CNRS, il a été chargé à Bogotà de la communication de la mairie, alors dirigée par Gustavo Petro.

Jesualdo Pereira Farias, ensuite, est un universitaire brésilien. Ancien recteur de l'université du Ceará (nord-est du Brésil), il a également occupé le poste de secrétaire d'État aux universités sous la présidence de Dilma Rousseff.

Tous deux apportent un éclairage sur les enjeux des prochains rendez-vous électoraux : en Colombie, l'élection présidentielle du 31 mai 2026 ; au Brésil, les scrutins présidentiel et législatif d'octobre 2026. Ces deux pays sont présidés par des chefs d'État progressistes : Gustavo Petro (depuis 2022) et Luiz Inácio Lula da Silva (depuis 2023).

Colombie : quel horizon présidentiel pour la fin mai ?

Par **Mauricio Trujillo**

En Colombie, la campagne électorale pour l'élection présidentielle vient officiellement de commencer, marquée par la clôture de l'inscription de candidates et de candidats auprès de l'administration compétente. Quatorze aspirants se présenteront au premier tour du 31 mai 2026, avec un enjeu de taille : désigner le ou la titulaire du mandat présidentiel pour la période 2026-2030. Ce sont 41 millions de citoyens, inscrits sur les listes électorales, qui sont appelés aux urnes pour exercer leur droit de vote.

Mais, en réalité, la campagne a commencé l'année dernière. En octobre 2025, le « Pacte historique⁴ » a procédé à une primaire pour désigner son candidat ou sa candidate : le vainqueur, Ivan Cepeda, a obtenu près de 1 500 000 voix sur un total de 2 700 000⁵. Par la suite, les sondages effectués ont accordé environ 35% des intentions de vote au sénateur Cepeda (gauche, Pacte historique) au premier tour et, derrière lui, 25% à l'avocat Abelardo de la Espriella (extrême droite)⁶. Les autres aspirants étaient loin derrière.

Une enquête plus récente, publiée le 8 mars 2026 par l'institut AtlasIntel pour le magazine *Semana*, confirme les scores des principaux candidats, mais met en lumière une progression significative : Paloma Valencia (droite uribiste) atteint 17,5% des intentions de vote, à l'issue de primaires organisées ce jour-là. Ce résultat, issu d'un processus transparent et vérifiable, s'impose malgré les critiques du président Petro – en fin de mandat.

Bien sûr, il ne s'agit là que de sondages, néanmoins les résultats concrets de la primaire de droite, « la Grande Consultation pour la Colombie », sont éloquentes : Paloma Valencia y a recueilli 3,2 millions de voix. Ce score la positionne comme une alternative crédible à l'extrême droite, incarnée par Abelardo De la Espriella, et lui ouvre une voie possible vers un éventuel second tour. Figure emblématique de l'opposition radicale au gouvernement Petro, la sénatrice, incarnant une droite intransigeante, flirtant avec l'extrême droite, fait mieux que son propre parti, le Centre démocratique (formation fondée par l'ex-président Álvaro Uribe). Le constat est clair : Paloma Valencia dispose d'un capital électoral personnel, au-delà des simples appuis partisans.

Par ailleurs, elle bénéficie d'un atout majeur pour élargir son électorat : Juan Daniel Oviedo, son colistier à la vice-présidence. Ancien directeur du Département administratif national de statistiques (Dane), il a participé à la primaire de droite et y a obtenu un surprenant 1,2 million de voix. La candidature de Juan Daniel Oviedo introduit une dimension inédite dans la campagne : premier colistier ouvertement homosexuel d'un ticket présidentiel en Colombie, il ne fait pas de son orientation sexuelle un sujet central de son discours, mais l'utilise comme un marqueur symbolique. Il revendique une approche universelle, se présentant comme capable de représenter l'ensemble de la population colombienne, au-delà des clivages identitaires. Cette stratégie ouvre à Paloma Valencia une fenêtre d'opportunité politique : se distancier de l'héritage strictement uribiste et incarner un projet plus moderne et personnel, en phase avec les évolutions sociétales du pays.

Le cumul des voix obtenues par Paloma Valencia et Juan Daniel Oviedo forme un socle solide pour aborder la nouvelle étape de la bataille électorale. L'arrivée d'Oviedo dans l'équipe marque un tournant politique stratégique : la campagne se repositionne vers le centre politique, un espace jusqu'ici peu investi par la droite traditionnelle. Consciente de cette opportunité, Valencia a adapté son discours, arrondissant les angles pour séduire un électorat plus modéré. L'enjeu est clair : conquérir le centre, une cible que le noyau dur des partisans de Petro semble pour l'instant délaissé.

Par ailleurs, le total des votes de la « Grande Consultation pour la Colombie » (droite) aux élections sénatoriales du 8 mars avec 5,8 millions de voix a fait mieux que les 4,4 millions du Pacte historique (gauche). Cependant, cette comparaison mérite d'être nuancée : les votes du parti de Gustavo Petro au Sénat sont concentrés sur un seul candidat, Ivan Cepeda, alors que ceux de la droite se dispersent entre plusieurs figures, ce qui relativise l'avantage numérique apparent. Par ailleurs, le virage centriste de Paloma Valencia n'est pas sans risque : en modérant son discours pour séduire l'électorat modéré, elle s'expose à une érosion de son socle traditionnel.

Pourtant, c'est l'électorat centriste, s'étendant du centre gauche au centre droit, qui pourrait faire incliner la balance d'un second tour. Or, pour l'instant, les candidats de ce secteur peinent à émerger, comme étouffés par la polarisation extrême qui domine le débat politique national. Un paradoxe est frappant : alors que la droite et la gauche rivalisent pour séduire ce même centre, notamment dans les zones urbaines, celui-ci semble prisonnier d'une bipolarisation qui lui laisse peu d'espace pour s'exprimer.

Le résultat des législatives ont fait du Pacte historique le principal parti du Congrès avec 25 des 105 sénateurs et 41 sièges de représentants sur 183. En termes de blocs politiques, en revanche, si la droite a obtenu 38 sièges au Sénat, le centre en a remporté 37. Le rapport de force est similaire à la Chambre des représentants. Le président élu, quel qu'il soit, devra donc négocier des alliances.

Ivan Cepeda, le candidat de gauche, a lancé la partie sur un « gambit dame » en annonçant que, pour sa formule vice-présidentielle, il avait choisi la sénatrice Aida Quilcué, cheffe indigène du peuple Nasa, défenseure des droits humains et promotrice de processus auto-organisés dans les communautés indigènes. Ce choix n'est pas anodin : il envoie un signal fort à la Colombie, mêlant reconnaissance des luttes autochtones et volonté d'incarner une gauche plurielle. Mais en politique, les symboles ne suffisent pas : seuls les votes comptent. Or, les peuples indigènes représentent plus de cinq millions d'électeurs – un réservoir de voix potentiellement décisif.

Le Pacte historique, qui a su rassembler en son sein les différentes forces de la gauche colombienne, dispose d'une opportunité réelle de rester au gouvernement. Ivan Cepeda compte sur l'appui visible et actif du président Petro, sur le soutien des réseaux « pétristes » au sein de l'administration d'État, sur la mobilisation sociale « permanente » impulsée comme stratégie électorale par le gouvernement et, surtout, sur l'appui et la sympathie de larges secteurs populaires, bénéficiaires des politiques actuelles et soucieux de leur pérennité.

À une condition : la constitution d'un large front politique, clé du succès à la présidentielle. La décision du Pacte historique d'appeler ses militants à ne pas participer à la primaire de Roy Barreras (autre postulant de gauche) – avec l'aval du président Petro et même la menace de sanctions envers ceux qui enfreindraient cette consigne – rappelle des pratiques politiques contestées, que l'on croyait dépassées. Après le premier tour, cette ligne intransigeante devra laisser place à la recherche d'alliances avec ce secteur progressiste et d'autres forces proches.

Les programmes des différents candidats commencent à être connus. Les citoyens ont par ailleurs le droit de comparer ces différentes propositions au cours de débats retransmis par la télévision, les plateformes numériques et les autres moyens de communication. Ces confrontations d'idées

permettent à l'opinion publique d'évaluer les différentes visions pour le pays et d'exercer un choix éclairé. En démocratie, c'est la nation qui décide : l'impératif est de voter en pleine conscience. Espérons que la Colombie confirmera, en 2026, la voie du changement ouverte par Gustavo Petro en 2022.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Brésil : quel scénario politique pour les élections de 2026 ?

Par **Jesualdo Pereira Farias**

Après un relatif soulagement lié à la remontée de la popularité du président Lula au cours du second semestre 2025, toutes les enquêtes électorales réalisées au mois de mars 2026 révèlent une progression du candidat Flávio Bolsonaro (extrême droite), maintenant ainsi le niveau de polarisation compétitive entre l'extrême droite et le camp progressiste observé lors de l'élection présidentielle de 2022.

Ce scénario n'est pas vraiment une surprise dans la mesure où, au Brésil, l'extrême droite est déjà très bien organisée politiquement et solidement implantée dans la société. Il convient de souligner qu'il ne s'agit pas d'un phénomène isolé, puisqu'on observe une vague croissante et bien connectée à l'échelle internationale.

À cela s'ajoute le manque de compétitivité du « Centrão » (partis de convenance, non idéologisés) dont les noms les plus cités comme candidats potentiels à la présidence – parmi lesquels Eduardo Leite, Ratinho Júnior et Ronaldo Caiado – ne parviennent pas à attirer l'électorat mécontent de la polarisation.

Cependant, la baisse continue de la popularité du président Lula et de son gouvernement en ce début d'année demeure préoccupante. Lula enregistre un taux de désapprobation désormais supérieur à son taux d'approbation dans toutes les enquêtes. Il convient de prêter une attention particulière à la situation dans le Nordeste, bastion électoral historique de Lula, où sa popularité

est également en recul et où émergent des difficultés dans les alliances locales, tant pour les élections régionales que pour celles au Sénat.

L'un des facteurs pouvant affecter la popularité du président Lula et celle du gouvernement pourrait être lié aux scandales de corruption actuellement examinés par la Police fédérale. Les médias ainsi que des responsables politiques de droite et d'extrême droite s'efforcent d'impliquer directement le gouvernement Lula, tout en sachant que ces scandales ont débuté ou ont pris de l'ampleur sous le gouvernement Bolsonaro.

Deux affaires ont fait la une des principaux journaux du pays : le détournement de fonds d'un montant de plusieurs milliards de réais provenant des prestations de l'Institut national de sécurité sociale (INSS), ainsi que le déficit de la Banque Master évalué à 47 milliards de réais (7,8 milliards d'euros). À cela s'ajoute l'« Opération carbone caché », qui a révélé des connexions entre des organisations criminelles et le système financier, et qui a été largement exploitée par les grands médias.

Le traitement complaisant du possible lien entre les magistrats Dias Toffoli et Alexandre de Moraes, de la Cour suprême fédérale, et le scandale de la Banque Master a influencé l'opinion publique quant à la légalité de la condamnation de Jair Bolsonaro pour tentative de coup d'État, ce qui s'est traduit dans les enquêtes d'opinion récentes, avec 54% des électeurs estimant qu'il a été injustement condamné.

Il convient de noter que, contrairement à l'ancien président Bolsonaro, le président Lula n'a, à aucun moment, tenté d'interférer dans le travail de la Police fédérale ou des organes de contrôle (Contrôleur général de l'Union et Cour des comptes de l'Union). Cet aspect est peu relayé par les grands médias, qui persistent dans leur tentative d'éroder l'image du gouvernement Lula et de promouvoir la candidature du gouverneur de São Paulo, Tarcísio de Freitas, ou d'un autre politicien du « centre » afin de rendre viable une « troisième voie ».

La majorité des observateurs politiques estime que deux événements récents ont également influencé négativement la popularité du président Lula : le défilé de l'école de samba « Acadêmicos de Niterói » lors du carnaval de Rio de Janeiro, dont le thème portait sur l'histoire de Lula, ainsi que l'implication supposée de son fils Fábio Luís, connu sous le nom de Lulinha, dans le scandale de l'INSS. Les spécialistes indiquent également que la hausse des intentions de vote en faveur de Flávio Bolsonaro, notamment parmi les électeurs évangéliques, serait liée à ces événements. Il convient de souligner que le taux de désapprobation du gouvernement Lula parmi les électeurs évangéliques dépasse déjà 85%, selon la dernière enquête AtlasIntel.

Sur le plan international, les effets de la guerre au Moyen-Orient pourraient encore affecter la popularité du président Lula, en raison de la hausse des prix des carburants et du risque d'une grève des camionneurs, susceptible de provoquer des pénuries et, par conséquent, une augmentation des prix des denrées alimentaires.

Malgré les bons résultats économiques observés en 2025 – tels que la hausse des revenus, la baisse de l'inflation, une création d'emplois record – et l'adoption de mesures populaires, comme l'exonération de l'impôt sur le revenu pour les personnes gagnant moins de 5000 réals, ainsi que l'intensification des programmes sociaux, l'évaluation du gouvernement se détériore à chaque nouvelle enquête réalisée au cours de ces trois premiers mois de l'année.

Il est raisonnable de supposer que la lutte contre la corruption, la croissance économique, l'augmentation des revenus, le plein emploi et la réduction de la pauvreté ne suffisent pas à consolider l'amélioration de la qualité de vie de la population, face à des problèmes récurrents, tels que la mobilité urbaine déficiente et l'augmentation de la violence, ainsi qu'aux inquiétudes liées aux effets de la guerre sur l'économie. Il convient également de souligner le niveau élevé des taux d'intérêt, qui place le Brésil au deuxième rang mondial, derrière la Turquie. Ces taux élevés entraînent une augmentation de l'endettement des ménages, qui concerne actuellement environ 80% des familles brésiliennes.

Selon le politologue Josué Medeiros, coordinateur du Centre d'études sur la démocratie brésilienne (NUDEB), il existe également un mécanisme lié aux « big techs » et à la dynamique algorithmique, qui réorganise le débat public, intensifie les conflits et renforce les perceptions négatives à l'égard des gouvernements et de la démocratie elle-même. Il s'agit d'un phénomène croissant observé à l'échelle mondiale. Il souligne que le camp démocratique et la gauche doivent réagir avec les mêmes armes. Sur le plan politique, le président Lula travaille à consolider ses bases dans les États et à diviser les partis de droite, un mouvement nécessaire pour affaiblir le camp bolsonariste. Face à ce contexte, Josué Medeiros estime qu'il est urgent d'améliorer la communication du gouvernement, d'intensifier la mobilisation sociale et de renforcer l'unité qui avait marqué la remontée de la popularité de Lula au second semestre 2025, autour de thèmes tels que la souveraineté nationale, le rejet de la « PEC da blindagem⁷ » et la campagne « Congrès ennemi du peuple ».

Il est également essentiel que la candidature de Lula ne se limite pas à défendre les acquis de son gouvernement – comme l'augmentation réelle du salaire minimum, l'expansion des programmes sociaux, l'élargissement de l'exonération de l'impôt sur le revenu, la sortie du Brésil de la carte de la faim et la reprise de l'emploi et de la croissance économique.

Il est aussi nécessaire d'aller au-delà des questions identitaires. La campagne présidentielle doit mobiliser l'électorat mécontent en intégrant de nouveaux enjeux, tels que la fin de la semaine de travail de six jours, la mise en place de la gratuité des transports publics, des mesures concrètes pour réduire la criminalité et la violence, le renforcement de la lutte contre la corruption et l'amélioration des services de santé publique, en particulier dans les soins de moyenne et haute complexité.

À un peu plus de six mois des élections, le camp démocratique et la gauche devront relever d'importants défis pour restaurer l'évaluation positive du gouvernement, reconstruire leur capacité de mobilisation et attirer les électeurs indécis afin d'inverser un scénario actuellement défavorable à la réélection du président Lula.

Les enquêtes et les analystes politiques indiquent qu'il existe entre 15 et 20 millions d'électeurs considérés comme modérés ou indépendants, qui ne s'identifient ni à Lula ni à Bolsonaro et qui pourraient déterminer l'issue du scrutin. En l'absence d'une candidature centriste réellement compétitive, ces électeurs oscillent entre les deux pôles, selon le contexte national au moment des sondages. Les dernières enquêtes indiquent qu'environ 35% d'entre eux n'ont pas l'intention de voter, 30% pourraient voter pour Flávio Bolsonaro et 25% pour Lula.

Enfin, il est important de souligner qu'il s'agira des élections les plus importantes de la période post-redémocratisation du pays, dans la mesure où une victoire de l'extrême droite – ou l'avancée de ce courant politique radical, qui s'est consolidé au Congrès national depuis l'élection de 2018 – pourrait raviver des tendances putschistes et mettre en péril la démocratie ainsi que la souveraineté nationale.

1. Suzeraineté : part de souveraineté, domination exercée par un État sur un autre en échange, le plus souvent, d'une certaine protection, voir [CNRTL](#).
2. La Déclaration du « Trump National Doral » a été signée par l'Argentine, la Bolivie, le Chili, le Costa Rica, l'Équateur, le Guyana, le Honduras, le Panama, le Paraguay, la République dominicaine, le Salvador et Trinidad et Tobago.
3. Législatives colombiennes le 8 mars 2026 et présidentielle le 31 mai 2026, avec un éventuel second tour, le 21 juin ; présidentielle et législatives brésiliennes les 4 et 25 octobre 2026.
4. Coalition de gauche.
5. « [Así le hemos contado el triunfo de Iván Cepeda en la consulta popular del Pacto Histórico](#) », *El País*, 27 octobre 2025.
6. Mateo García Agudelo, « [Iván Cepeda 37,5%, Abelardo de la Espriella 20,2% y Paloma Valencia 19,9%: nueva encuesta de Guarumo y Ecoanalítica](#) », *El Tiempo*, 28 mars 2026.
7. Amendement constitutionnel adopté par le Congrès des députés visant à conditionner les poursuites contre des élus à une autorisation préalable des députés et sénateurs dans un vote à huis clos. Le Sénat en deuxième lecture l'a retiré de l'ordre du jour en septembre 2025 à la suite de manifestations massives et de l'opposition vigoureuse du président Lula.